

Avec d'autres pays des pourparlers d'adhésion ont été entamés ou promis. Cet élargissement supplémentaire entraînera que sur 25 ans, le Luxembourg ne sera plus représenté que dans 2 Commissions, c'est à dire absent du tableau plus que la moitié du temps.

7) Le Traité ne renforce pas les droits de l'Homme, il les diminue. Il ne suffit pas d'inclure une "charte" dans un tel texte pour garantir les libertés individuelles.

Au contraire, le texte soumis favorise les mesures liberticides tels que des passeports "biométriques" et autres attentats à la sphère d'intimité de tout un chacun.

Il s'agira dans l'avenir de défendre bec et ongles les libertés individuelles !!

8) Une autre illustration, et pas des moindres, est la disparition de la "juste et préalable" indemnisation du propriétaire en cas d'expropriation.

C'est un autre pas dans la même direction de ce qu'un grand Libéral luxembourgeois a pu qualifier de "schleichende Sozialisierung". Et, pourquoi pas, le communisme par la porte arrière...

9) L'EUROPE POUR QUOI FAIRE ? Tel serait la question à poser véritablement. L'EUROPE bien comprise a besoin d'idées, d'idéaux, de rêves. On pourrait promouvoir ensemble la recherche, l'éducation, la sécurité, l'aide au développement, ...

La récente "crise" du budget communautaire n'a t'elle pas montré, une fois de plus, que l'Europe n'a pas ou plus de vision commune ? Que penser d'une Union qui ne réussit même pas à boucler son budget ? Blair n'a-t'il pas eu raison de faire échouer ce bric-à-brac proposé comme "compromis" ?

10) L'attitude de notre gouvernement et de nos partis par rapport à tous ceux qui osent dire "NON" rappelle un autre référendum au Grand-Duché, celui de la loi dite "muselière". On pensait révolus les temps où quelqu'un était "diabolisé" pour la position qu'il défend.

En cas de victoire du NON, l'Europe continuera normalement, et fonctionnera suivant les règles (meilleures) existantes aujourd'hui.

L'électeur qui vote "NON" ne sera pas responsable d'une "CRISE" politique, mais ce seront les politiciens qui prennent comme garantie le support de "leur" peuple et leur façon de présenter les choses.

Ce traité est mort, peu importe le vote luxembourgeois, pour avoir été rejeté par deux sur trois (!) peuples qui ont pu se prononcer par "démocratie directe". Il le sera par d'autres.